Quels risques pour quelles prises de position « normatives » ?

The Risks involved in certain Types of « Normative » Standpoints ?

Roselyne Koren

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7931>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7931

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 195-205

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Roselyne Koren, « Quels risques pour quelles prises de position « normatives » ? », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7931> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7931

> ÉCHANGES

ROSELYNE KOREN

Université Bar-Ilan, Ramat Gan

korenr1@mail.biu.ac.il

QUELS RISQUES POUR QUELLES PRISES DE POSITION « NORMATIVES » ?

Résumé. — Dans cette contribution, je souhaite problématiser, dans un premier temps, la question de fond suivante : le chercheur a-t-il le droit de considérer le principe d'impartialité scientifique comme une option et non comme un dogme absolu ? L'éthique scientifique de non-intervention implique, entre autres éléments, que le chercheur ne confonde pas les rôles d'acteur et d'analyste observateur. Mais, est-il toujours facile de discerner où passe la frontière entre description critique autorisée et prise de position normative autonome ? Franchir la zone limitrophe entre critique scientifique argumentée et prise de position polémique, c'est s'exposer inéluctablement à la condamnation de ses pairs ; mais exposer explicitement son point de vue sur une question d'éthique du discours médiatique, le justifier et l'illustrer, n'est-ce pas pratiquer une forme de rationalité axiologique à laquelle chaque chercheur devrait avoir droit ? Je tenterai ensuite de démontrer que trois des stratégies discursives majeures, présentées par Daniel Dayan (dans *Questions de communication*, 8, 2005) comme des procédures « nouvelles », sont en fait des stratégies d'ores et déjà répertoriées, dont l'État d'Israël n'est pas la cible unique.

Mots clés. — Argumentation scientifique à « portée normative », polémique, frontière, réactualisation de pratiques discursives répertoriées, valeurs, axiologie.

La prise de position « normative » (Dayan, 2005 : 216)¹ ne va pas de soi dans le domaine de la recherche scientifique. Les journalistes y ont droit dans le cadre d'articles comme l'éditorial, la chronique, l'analyse ou le papier d'humeur ; en revanche, les chercheurs doivent, selon la *doxa* dominante, s'abstenir d'énoncer des jugements de valeur ou de traverser la frontière entre le territoire de l'observateur analyste et celui de l'acteur. S'ils décident néanmoins de « prendre des risques [...] [et] de s'écarter des questions paradigmatiques posées par leur discipline » (Dayan, 2005 : 195), ils s'exposent au danger de voir la « scientificité » (*ibid.*) de leur travail mise en question ou même de se voir refuser le droit à la parole. Mais où se situe la ligne rouge à ne pas transgresser sous peine de sanction ? Est-ce toujours clair et la dérogation doit-elle être interdite de façon uniforme et absolue dans tous les cas ? La pratique d'un discours critique à « portée normative » (*ibid.* : 216) n'implique pas automatiquement que l'on souhaite adopter « une posture de dénonciation systématique » (*ibid.*). Daniel Dayan explore, ici, la zone limitrophe entre prise de position normative et argumentation scientifique. Il va même jusqu'à franchir la frontière et il s'aventure en territoire polémique : celui de la polémique de fond, mais aussi celui de la polémique de ton. Celle-ci est reconnaissable au fait que Daniel Dayan (2005 : 199, 204, 212, 214, 217, 219) emploie « pathologie » plutôt que « paralogie », parle de normes « répudiées », « représentations hostiles », « laxismes », « dérapages », « diabolisations » (*ibid.* : 200) et surtout de la « guerre [qui] semble s'être livrée contre les Israéliens, quotidiennement confirmés dans un rôle de monstres de la Méditerranée » (*ibid.* : 196). Ainsi multiplie-t-il les recours à un lexique axiologique.

Dans ce cadre, mon intention n'est ni de légitimer le recours au ton polémique, ni de prôner une conception de l'éthique du chercheur contraire à celle qui donne le primat à la distance critique raisonnée et à la dissociation rigoureuse entre prise de position épistémologique et engagement militant. Je souhaite simplement argumenter en faveur d'un amendement restreint de la *doxa* de non-intervention et problématiser les quatre points suivants : la délimitation de la frontière entre description et prise de position normative ; la thèse selon laquelle les excès du discours des médias sur la seconde Intifada devraient être imputés en premier lieu à une malveillance idéologique à l'égard de l'État d'Israël ; l'affirmation selon laquelle la seconde Intifada inaugurerait une « nouvelle » époque en matière de procédures « pathologiques » ; la thèse de Daniel Dayan (2005 : 198) sur la « novlangue [...] tyrannique ».

¹ Dans l'une des questions posées à D. Dayan par J. Walter sur la « portée normative [...] qui mobilise un type d'équipement conceptuel [et] réintroduit [...] dans les études sur les images [...] [une sorte de] discours critique à l'égard de ce que l'on voit », D. Dayan (2005 : 216) reconnaît avoir voulu réintroduire ce type de discours et répond : « Oui, mes propos sont normatifs. Ils sont entièrement sous-tendus par l'idéal habermassien d'une sphère publique centrée sur la possibilité du débat ».

Contribution à la délimitation de la frontière entre description et prise de position normative

Le concept de description joue un rôle central dans le métadiscours des chercheurs. S'engager à décrire, c'est afficher son intention de neutralité, le renoncement délibéré à la prise de position normative. L'analyste pourrait donc, comme l'affirme Marc Angenot (2003 : 450-451) dans un développement où il prend position en faveur de l'obligation de « ne pas prendre fait et cause », « accepter [...] la mouvance polémique, [...] [objet de ses analyses], comme telle, la parcourir; chercher à en dévoiler la logique sans y élire position ». Cette posture devrait le protéger des risques de dérive. Un tiers scientifique impartial pourrait alors s'aventurer dans la description de subjectivèmes « modalisateurs affectifs » ou « axiologiques », tenter de « calculer [...] le taux de subjectivité » d'un énoncé (Kerbrat-Orecchioni, 1980 : 73-82) ou son degré d'« argumentativité » ou de « polémique » (Plantin, 2003 : 381-387). À cet effet, il dispose d'instruments de travail dûment définis et légitimés par les sciences du langage. Ainsi peut-il énoncer un groupe nominal comme violence verbale, recenser et classer, par exemple, les métaphores injurieuses échangées par les protagonistes d'une polémique, sans que ses lecteurs ne le soupçonnent d'être passé de l'autre côté de la frontière entre description et prise de position normative ; sa posture d'analyste neutre suffirait à désamorcer le jugement de valeur négatif inhérent au nom « violence ». Il y a pourtant des dangers comme celui d'être contraint de recourir à des dénominations dont aucune « n'est indemne de polysémie [ni] exempte de polémiques » (Angenot, 2003 : 451), mais le chercheur n'est pas démuni face à ce danger. Il suffit qu'il « reconnaisse d'emblée » (*ibid.*) cette difficulté pour que la transparence rationnelle de sa démarche soit sauve. Cependant, on trouve dans la dernière partie d'« Anarchistes et socialistes : un dialogue de sourds » (*ibid.* : 511), ces quelques lignes qui prouvent, me semble-t-il, qu'il n'est pas toujours facile de résister à la prise de position normative : « Il y a eu un vif *bonheur* de la pensée et de l'écriture anarchistes. L'anarchiste est quelqu'un qui prétend penser seul, révolté et conscient, contre le "troupeau". Quelqu'un qui a fait son lit des préjugés, des lieux communs, qui "n'y coupe plus" et s'enorgueillit de la rupture mentalitaire que son effort de conscience a opérée. [...]. Un socialiste au contraire, si "révolutionnaire" qu'il s' imagine être, c'est quelqu'un qui continue – pas différent du bourgeois – à penser dans le cadre « autoritaire », dans les catégories mêmes de la "vieille société" qu'il croit rejeter » (*ibid.* : 511). Ici, les apparences descriptives ne parviennent pas à juguler la tentation d'évaluation axiologique : « *bonheur* » mis en vedette par l'italique, « penser seul [...] contre le "troupeau" », « faire son lit des préjugés » ne valident pas la conception anarchiste du socialisme, mais valorisent l'*ethos* de ses défenseurs du fait

des connotations axiologiques implicites inhérentes à ces énoncés. Quant aux polémiqueurs du camp adverse, « si “révolutionnaires” qu'ils s'imaginent être », ils sont taxés de « continueurs [...] “pas différents du bourgeois” » (*ibid.*). Ces énoncés axiologisent le portrait des socialistes en sens inverse de celui qui oriente la présentation de l'anarchiste. Ces exceptions pourraient prouver, à mon sens, que ce qui est problématique, n'est pas tant l'option de non-intervention choisie par Marc Angenot, mais son caractère absolu. Pourquoi ne pas prévoir qu'il peut y avoir des cas où le chercheur s'autoriserait à énoncer ponctuellement une prise de position éthique, sans pour autant avoir à renoncer à l'idéal scientifique de neutralité ? Pourquoi ne pourrait-on pas envisager que l'impartialité absolue est une option et non pas l'unique position valide ? Daniel Dayan reconnaît d'emblée que sa position est normative, il argumente ses choix explicitement. Ce qui rend cependant sa position partiellement problématique, ce sont les passages de l'entretien où la frontière entre description scientifique et condamnation polémique s'estompe.

Primat d'un « jeu de rôle »

Je ne souhaite pas me prononcer pour ou contre une thèse de l'hostilité des médias à l'égard d'Israël, mais souligner l'importance du rôle joué par l'information spectacle dans la mise en mots des conflits². Tout débat sur ce genre de question devrait avoir pour condition préalable le rappel d'une thèse sur la « machine à informer », formulée par Patrick Charaudeau (2005 : 202-203, 218) en ces termes : « Cette machine est complexe du fait de la tension permanente qui existe entre les deux finalités d'information et de captation ». La seconde contraindrait la première à accepter les « exigences de la spectacularisation » et à « construire une vision obsessionnelle et dramatisante de l'espace public » (*ibid.*). Les mises en mots de l'écriture de presse sont fréquemment agencées dans la présentation actuelle des conflits par une rhétorique dichotomique qui divise les hommes en deux camps : les humiliés et les offensés d'une part, les « bourreaux » de l'autre, les « bons » et les « méchants », les « forts » et les « faibles » (Koren, 1997 : 104-106). Cette rhétorique incite notamment les lecteurs citoyens à partager un sentiment d'hostilité fédérateur et non pas à s'assembler autour d'un programme de résolution politique des conflits. Israël et les Israéliens ne

² Ce développement concerne le concept de « moyen récit » défini par D. Dayan. Je ne traiterai pas la question du premier exemple où cet auteur évoque une « batterie d'images héritées des combats coloniaux » (Dayan, 2005 : 211) car cela nécessiterait une analyse linguistique minutieuse et détaillée qui ne correspond pas aux enjeux de ces quelques pages. En revanche, je contribuerai partiellement dans mon troisième point à la problématisation du « second récit [qui] se présente comme une inversion » (*ibid.*).

sont pas la cible unique de ce type de mise en mots, ils partagent ce « privilège » avec d'autres États et collectivités. La toute-puissance du « récit » des méfaits du « fort » et des malheurs du « faible » constituerait, dans un second temps, la condition de possibilité de la convocation et de la résurgence de pseudo-justifications qui se présentent comme des « récits » ou des rationalisations polémiques ancrés dans le discours du sens commun.

L'appel à la pitié pour le « faible » et l'incitation à la dénonciation du « fort » jouent un rôle crucial dans l'orchestration de l'information spectacle et de ses enjeux sensationnalistes mercantiles. Les rôles y sont distribués une fois pour toutes ; l'auditoire est sommé de s'aligner et de ne pas se tromper de camp : la distance critique, la mise en cause de la déréalisation et de la décontextualisation de l'événement, la requête d'informations supplémentaires ne sont plus de mise quand « l'impressionnante dignité de l'opprimé [suscite] l'intérêt naturel, spontané, des grands reporters pour les victimes, pour les faibles, pour les causes perdues »³. Ce type de grammaire narrative mécanique n'est d'ailleurs pas uniquement appliqué à la description des guerres, elle affecte également une certaine conception de l'illustration photographique, définie en ces termes par Edgar Roskis (1995 : 18-20) dans *Manière de voir* : « Le grand reportage est friand de cette grammaire binaire où deux éléments symboliques, et seulement deux, s'opposent comme le "Bien" et le "Mal" : « "une petite fille famélique, recroquevillée face contre terre", par exemple, et « un vautour posté derrière elle à seulement quelques pas. [...] La proie et le prédateur s'y observent en une même figure, comme si l'épuisement de la victime avait calqué sa forme sur l'attente du rapace ». Il est toujours possible de contre-argumenter, mais il est néanmoins difficile de résister, dans ce type de « jeu de rôle », au discours incantatoire qui multiplie les appels à la pitié. Qui souhaite jouer le rôle du trouble-fête insensible qui oserait demander que l'on préfère une réflexion politique sur des questions de fond à la dramatisation et à la fictionnalisation du conflit ?

La rhétorique « emphatique » évoquée par Daniel Dayan est-elle nouvelle ?

Daniel Dayan (2005 : 197) se réfère au discours médiatique, sur la seconde Intifada, en ces termes : « moment étrange de notre histoire » ; il évoque une « répétition générale » (*ibid.*) qui aurait eu lieu dans les années 70-80 et fait allusion au cas des massacres de Sabra et

³ J. Daniel, « Éditorial », *Le Nouvel Observateur*, 14/08/82.

Chatila dans le cadre de remarques (*ibid.* : 208, voir aussi la note 3) concernant essentiellement « la chronique des démarches engagées par un tribunal belge afin de mettre Ariel Sharon en procès » (*ibid.*) pour ce crime. Je voudrais préciser que je ne vois pas de différence majeure entre la « force illocutoire » (Dayan, 2005 : 209) des rationalisations à l'œuvre dans les articles rédigés en 1982 après les massacres et celle de l'« inversion » actuelle⁴ désignée par Daniel Dayan. La thèse de l'« inversion » (*ibid.* : 211) des positions des actants, qui aboutit à « faire simplement jouer aux Israéliens le rôle des nazis » (*ibid.*) joue, d'ores et déjà, un rôle central dans les articles de 1982. Dans *Libération*, on y lit quelques mises en garde énergiques qui stigmatisent « les rapprochements piégés » enserrés par « les tenailles de l'antisémitisme » et alimentés par « la mauvaise foi ambiante » (23/09/82), mais ce même journal tient simultanément un discours inverse où il défend la thèse d'une « révolution copernicienne » (21/09/82). Ainsi cette « révolution » est-elle décrite dans un éditorial de *Libération* (20/09/82) : La participation directe de l'armée israélienne semble exclue (de même la Wehrmacht s'est rendue coupable de peu de crimes de guerre ; les nazis disposaient pour cela de "spécialistes", miliciens ou SS) ». Le 26 juin 1982, *Le Nouvel Observateur* publie dans la rubrique « Tribune », un article de François Wahl intitulé « Parler juste » où l'auteur désigne le « geste ("sournois") de renvoyer aux Israéliens, en miroir, ce dont ils ont été les victimes » et poursuit ainsi : « Contrevérité une fois de plus : les juifs [...] étaient désarmés devant la Gestapo ; surtout, c'est leur existence non ici ou là mais où que ce soit, et leur survie biologique même qui était en jeu ; pour ne pas parler de ce que furent les camps de concentration ». Par ailleurs, après l'attentat de la rue des Rosiers⁵, *Le Nouvel Observateur* déclare, le 14 août 1982, que « nous n'avons pas besoin pour condamner Begin et Sharon, de les accuser – indécence suprême – de génocide ou d'holocauste. Nous avons déjà dénoncé cette irresponsabilité ». Néanmoins, dans son éditorial du 25 septembre 1982, c'est-à-dire après le massacre, Jean Daniel affirme qu'Israël « a perdu la caution du martyr qui sanctifiait ses

⁴ Vi. Jankélévitch avait d'ailleurs pressenti la radicalisation du discours anti-israélien dès 1957 : « L'antisionisme est une incroyable aubaine, car il nous donne la permission et même le droit et même le devoir d'être antisémite au nom de la démocratie ! [...]. Et si les Juifs étaient eux-mêmes des nazis ? Ce serait merveilleux ». Cet extrait de « L'imprescriptible. Pardonner ? Dans l'honneur et la dignité » est cité par L. Poliakov (1994 : 238-405).

⁵ C'est dans la rue des Rosiers, au cœur du Pletzl (petite place) à Paris que, le 9 août 1982, une grenade explose devant le restaurant Goldenberg, faisant 6 morts et 22 blessés. Après l'explosion, un commando de quatre ou cinq hommes, traverse le vieux quartier juif en tirant dans la foule. Symbole du terrorisme antisémite, l'attentat ne fut néanmoins pas revendiqué. Et si l'enquête se dirigera vers le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, un groupe palestinien dissident de l'OLP, l'affaire n'est toujours pas élucidée et, aujourd'hui encore, l'instruction, menée par le juge Bruguière, piétine.

origines », soit la caution de la Shoah, et que les Palestiniens ont été à Sabra et Chatila, « les *juifs* de leurs massacreurs » (*ibid.*). Ces inversions ont les « qualités » requises pour servir la cause de l'information spectacle. On sait que ce qui fait la force de l'amalgame (Koren, 1995), dans les procédures interactionnelles, c'est son aptitude à couper le souffle, à déstabiliser l'opinion publique en recourant à des rapprochements provocateurs, mais troublants, qui exhibent les apparences sidérantes de l'évidence. À quel type de commentaire le chercheur analyste du discours a-t-il droit en l'occurrence ? Franchit-il la fameuse ligne rouge lorsqu'il use du terme « amalgame » ? En effet, celui-ci n'est pas le nom d'un argument dûment classé par les traités techniques de rhétorique. C'est une dénomination subjective axiologique qui désigne, selon le *Petit Larousse* (1995 : 58), « une assimilation abusive à des fins polémiques » pratiquée le plus souvent par les discours politiques. Quant à la concomitance de la condamnation de l'assimilation par « amalgame » et, néanmoins, de la pratique de ce type de rapprochement par le même énonciateur, est-il « scientifiquement correct » de dire que *Le traité de l'argumentation* de Chaïm Perelman et Lucie Olbrechts-Tyteca (1958 : 274-275) la nomme « autophagie »⁶ et la considère comme une trace discursive tangible du paralogsme, objet de recherche de chercheurs qui prônent une conception normative de l'argumentation ? Ou faut-il se retirer après avoir dit, par exemple, que cette contradiction était à l'image d'une tension médiatique inéluctable entre le « devoir d'irrespect » – entendu comme exercice d'une fonction critique rationnelle, devoir d'énonciation de la vérité référentielle – et l'impératif de « captation » dramatisante ? Autre option possible : s'esquiver après avoir rappelé sur un mode descriptif que l'oscillation binaire entre des pôles contraires est une cadence inhérente à l'écriture de presse et qu'elle constitue un type de mise en mots préalable automatique. Ce qui serait délibérément tu, en l'occurrence, pour des raisons déontologiques dues à l'idéal scientifique de non-intervention, est la problématisation des conséquences et donc de la responsabilité de ce type de double discours journalistique.

Quelques journaux avaient eu le courage d'aller à rebours de ce type de mise en mots ; comme *L'Express* (1982) et *Le Figaro* (1982). Ce dernier avait fait remarquer que l'« on savait dès le début qu'il y avait un risque majeur de règlements de comptes entre chrétiens libanais et Palestiniens, une fois les forces militaires de l' O. L. P. parties [...] ». On parle de mille morts : ce fut [...] le bilan d'un autre massacre perpétré

⁶ Ce traité énonce que « l'acte implique ce que les paroles nient », et que l'énonciateur « contrevient à un principe qu'il pose ».

au Liban. Celui de Damour, cette ville proche de Beyrouth, que les Palestiniens, un soir de janvier exterminèrent » (*Le Figaro*, 20/09/82). Quelques voix de journalistes s'étaient élevées et avaient désigné les dangers de l'outrance⁷. Mais que pouvaient ces discours ponctuels face aux « incantations » de la diabolisation du « fort » ? Ainsi dans *Le Monde*, Thomas Ferenczi (31/08/82) affirme-t-il, sous le titre, « Les responsabilités de la presse. La bataille des idées » qu'« il serait déraisonnable de nier que ceux-ci (les moyens d'information), par la façon dont ils traitent les événements du Proche-Orient, exercent une influence sur leur évolution, [...] au-delà des abus de langage dont se rendent coupables ceux des journalistes qui manient à tort les mots comme des armes, l'analyse la plus objective s'accompagne toujours d'un jugement sur les faits, dont la presse ne saurait se dispenser » : fonction critique oblige...

Contribution au débat sur les « novlangues tyranniques »

Le ton autoritaire de nombreux médias écrits n'est pas uniquement employé pour fustiger l'État d'Israël ; c'est, à mon avis, un constituant essentiel de l'écriture de presse. Les énoncés du type « une vérité s'impose », « il faudrait être d'une indéniable mauvaise foi pour... », « Nul doute que... », « C'est vrai/bien/évident/faux... » où l'effet d'objectivité par effacement énonciatif le dispute à la « violence aléthique » (Declercq, 2003 : 371)⁸, du polémiqueur masqué⁹, foisonnent dans l'ensemble des articles de la presse écrite actuelle. Ce qui est en cause ici, c'est, comme l'affirme Daniel Dayan, la

⁷ Voir par exemple la déclaration de Ph. Tesson à propos de la guerre du Liban dans *Le Quotidien de Paris* (20/09/82) : « "On", c'est également chacun de nous, le plus souvent soumis, voire aliéné à ses propres passions, à sa vision subjective de l'histoire, à son souci d'ajuster à sa mythologie personnelle son attitude vis-à-vis du problème [...]. Nous avons superposé nos conflits idéologiques ou philosophiques dérisoires à un conflit réel celui-là, dont nous voyons au cours des années monter le cours tragique. Nous portons une part importante de responsabilité dans les surenchères qui ont permis les plus récents et les plus atroces développements de cette guerre [...]. N'ajoutons plus notre passion à leur folie ».

⁸ L'empreinte cette dénomination à G. Declercq (2003 : 371) « Argumenter dans le cadre du préjugé au lieu de le combattre », serait en quelque sorte, affirme cet auteur, le sophisme politique du sage, « l'*ad hominem* réfutatif représentant, quant à lui, la violence aléthique du pédagogue ».

⁹ Le journaliste n'aurait droit à la prise de position que dans un nombre restreint de genres d'article comme l'éditorial ou l'analyse ; il pourrait y exercer une fonction critique à ne pas confondre avec la polémique car celle-ci allie explicitement raison et passion, préfère les arguments *ad hominem* aux arguments *ad rem* et cherche à assouvir son désir de vaincre là où le journaliste déclare avoir la vérité référentielle pour enjeu.

« déontologie » du journalisme et les « normes » qui définissent les conditions de possibilité et le statut de l'objectivité discursive et du parler vrai. Convaincu de détenir le monopole de la vérité et néanmoins contraint d'affronter la résistance de lecteurs dont l'adhésion ne va pas de soi, le « technicien » de l'information, en mal de légitimité, tente d'assouvir son désir de toute-puissance en recourant à ce ton autoritaire. Il ne s'agit plus en l'occurrence d'information spectacle, mais de la volonté de transformer « des positions existentielles provisoires »¹⁰ en « vérités non discutables » (Charaudeau, 2005 : 227)¹¹. Le journaliste oscille alors entre deux *ethos* : celui du rapporteur impartial rationaliste et celui du polémiqueur. Est-il « risqué » – entendu comme non conforme – *a priori*, aux « questions paradigmatiques posées par sa discipline » (Dayan, 2005 : 195) (en l'occurrence l'analyse du discours) de traiter le journaliste de « polémiqueur », appellation générique scientifique proposée par Christian Plantin, mais néanmoins subjective axiologique ? Non, je ne le pense pas : à mes yeux, si les mises en mots du journaliste recourent effectivement à des pratiques discursives présentées et considérées par la plupart des chercheurs comme constitutives d'un discours polémique, soit ici les pratiques discursives de la « violence aléthique » (Declercq, 2003 : 371) qui cherche à « convertir » (Plantin, 2003 : 407) là où il s'agissait d'informer et d'exercer une fonction critique. J'estime qu'il serait pertinent dans ce cas d'appliquer, au discours journalistique, ce qu'Oswald Ducrot (2004 : 17-32) dit de l'« argumentation linguistique » des énoncés : le logos y est subordonné à l'*ethos* ; il n'y a pas mise en mots spéculaire et contemplative du réel extralinguistique, mais apparences de vérité référentielle rationnelle, « coups de force » (*ibid.*) sous couvert de description et/ou de raisonnement logique.

La « novlangue autoritaire et tyrannique » (Dayan, 2005 : 196) qui permet d'assister à « une sorte de croisade du vocabulaire » (*ibid.*) n'est pas spécifique de la mise en mots du conflit israélo-palestinien. Elle est à l'œuvre dans tous les domaines de la vie politique et sociale où le journaliste informateur veut obtenir un type d'adhésion qui rappelle la « conversion » (*ibid.*) religieuse ou idéologique, autre trait distinctif du discours polémique. Quand Daniel Dayan (*ibid.* : 198) parle de

¹⁰ L'un des traits distinctifs du discours polémique, selon les chercheurs qui tentent de le définir, serait précisément le fait que son objet est toujours « existentiel », alors que celui du discours argumentatif peut concerner des préoccupations vitales, mais aussi des conflits quotidiens, privés et prosaïques. Voir Plantin (2003 : 384-387).

¹¹ Voir également le développement consacré aux « mots magiques » dans Charaudeau (1992 : 107-108). Cette dénomination y renvoie aux mots dont on attend qu'ils aient « force de loi » sur « le marché des valeurs sociales » du « signe » et qui « ne souffrent pas de remise en cause ni d'élucidation ». Le « mot magique » tenterait de produire « un effet d'éblouissement : on ne voit rien d'autre », « l'esprit critique est neutralisé ».

« formulations récurrentes [...] faites pour être mémorisées », de « véritables *leitmotifs* lexicaux [...] [et] d'incantation [permettant de] fournir la preuve par le vocabulaire », on voit se profiler la pensée unique définie par Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique* de janvier 1995 comme « la traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces [...] ». La répétition constante, dans tous les médias, de ce catéchisme par presque tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, lui confère une telle force d'intimidation qu'elle étouffe toute tentative de réflexion libre ». Le terme de « catéchisme » fait écho dans l'argumentaire de Daniel Dayan (2005 : 201) à « Religions qui s'ignorent »¹², « fresque victimaire à dimension effectivement religieuse », « actes de dévotion quotidienne », passage « de l'information au rituel » (*ibid.* : 202). Ce type de métadiscours confirme la pertinence de l'interprétation qui consiste à considérer l'écriture de presse comme une rhétorique à visée idéologique ; celle-ci tenterait d'obtenir par la force ce que l'argumentation ne peut et ne veut obtenir que par l'adhésion librement consentie de celui qui, pour reprendre une formule de Jean-Blaise Grize (2004 : 43), est invité à « se persuader lui-même ». Le recours aux procédures de la conversion constituerait d'ailleurs, aux yeux de Christian Plantin, l'une des traces linguistiques du tournant polémique d'une argumentation. On y chercherait moins, en effet, « à persuader ou à convaincre qu'à convertir » (Plantin, 2003 : 407).

Je reviens au moment de conclure à la question initiale posée par Béatrice Fleury et Jacques Walter : « Tout chercheur prend des risques en s'écartant des questions paradigmatiques posées par sa discipline pour en poser d'autres, en réponse à une situation historique. Faut-il néanmoins le faire ? ». Oui, « en réponse » à certaines « situations historiques », lorsque les médias pratiquent la violence verbale « aléthique » évoquée ci-dessus et tentent de donner à des récits idéologiques incantatoires les apparences de la Vérité. Oui, si le point de vue critique normatif du chercheur contribue à problématiser la question de la responsabilité des médias et à montrer « l'insoutenable légèreté » de l'information spectacle quand il s'agit de questions d'éthique discursive ou de vie et de mort. Oui, enfin, si l'argumentaire du chercheur qui a des questions d'éthique, pour objet, recourt à un savoir scientifique pour vérifier la validité de ses thèses, veille à ne pas confondre argumentation et polémique et justifie explicitement chacune de ses démarches interprétatives.

¹² Dans la question qu'il pose à D. Dayan, J. Walter emploie les termes de référence « à un vocabulaire religieux ».

Références

- Angenot M., 2003, « Anarchistes et Socialistes : un dialogue de sourds », pp. 449-513, in : Declercq G., Murat M., Dangel J., dirs, *La parole polémique*, Paris, H. Champion.
- Charaudeau P., 1992, *Grammaire du sens et de l'expression*, Paris, Hachette.
- 2005, *Les médias et l'information L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck Université.
- Dayan D., 2005, « Pour une critique des médias », *Questions de communication*, 8, pp. 195-222.
- Declercq G., 2003, « Avatars de l'argument *ad hominem* », pp. 327-376, in : Declercq G., Murat M., Dangel J., dirs, *La parole polémique*, Paris, Honoré Champion.
- Ducrot O., 2004, « Argumentation rhétorique et argumentation linguistique », pp.17-34, in : Doury M., Moirand S., dirs, *L'argumentation aujourd'hui*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- Ferenczi T., 1982, « Les responsabilités de la presse. La bataille des idées », *Le Monde*, 31 août.
- Grize J.-B., 2004, « Le point de vue de la logique naturelle : démontrer; prouver; argumenter », pp. 17-34, in : Doury M., Moirand S., dirs, *L'argumentation aujourd'hui*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- Kerbrat-Orecchioni C., 1980, *L'énonciation : de la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Colin.
- Koren R., 1995, « Concerning an "argumentativ monster" : the perverted analogy in French Journalistic discourse », *Reconstruction and Application, Sic sat*, University of Amsterdam Press, 1995, pp. 543-552.
- 1996, « Rhétorique et éthique : "parler juste". Septembre 1982-mai 1985 : Dire les massacres de Sabra et Chatila », pp. 171-204, in : Koren R., dir., *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- 1997, « L'argumentaire de l'un dans le regard de l'autre. Le jeu des dénominations », *Mots. Les langages du politique*, 50, pp.104-106.
- Le Petit Larousse, 1995, Paris, Larousse.
- Olbrechts-Tyteca L., Perelman C., 1958, *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique*, quatrième édition, Bruxelles, Presses de l'université de Bruxelles, 1983.
- Plantin Chr., 2003, « Des polémistes aux polémiqueurs », pp. 377-408, in : Declercq G., Murat M., Dangel J., dirs, *La parole polémique*, Paris, H. Champion.
- Poliakov L., 1994, *Histoire de l'antisémitisme, 1945-1993*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Roskis E., 1995, « Génocide sans images », *Manière de voir*, 27, pp. 18-20.
- Wahl Fr., 1982, « Parler juste », *Le Nouvel Observateur*, 26 juin.